



Investiture du président Denis Sassou N'Gusso

Le président de la République effectue sa première grande sortie officielle

Le président de la République, Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi de Tové, est arrivé le mercredi 15 avril 2026 à Brazzaville pour prendre part à l'investiture du président congolais Denis Sassou ...



PAGE 3

COOPERATION



Togo/Dialogue parlementaire/APF

Satisfaction unanime des délégations récemment arrivées à Lomé

Les délégations de parlementaires ayant fait le déplacement de Lomé à l'occasion de l'ouverture officielle de la première session ordinaire de l'année 2026 et de la 17ème conférence des présidents d'Assemblée ...

PAGE 3

POLITIQUE



14ème anniversaire

La jeunesse de Unir marque l'événement par des échanges constructifs

Dans le cadre des activités marquant le 14ème anniversaire du parti Union pour la République (Unir), un symposium des jeunes s'est tenu au siège du parti à Lomé. L'évènement a mobilisé plus de 300 participants venus de divers horizons. Placée sous le signe de l'engagement et du renforcement des capacités de la jeunesse, cette rencontre ...

PAGE 7

FINANCES

Transparence financière

Les succès récents du Togo

Obligation pour les autorités publiques de publier des informations fiables, claires et actualisées, la transparence ...

PAGES 6&7



Nouvelle stratégie du Togo pour le Sahel

Continuer à œuvrer dans l'intérêt de la stabilité régionale

Le Togo tient le 18 avril 2026 à Lomé, sous le haut patronage du président du Conseil, Faure Gnassingbé, une Réunion de haut niveau sur sa nouvelle stratégie pour le Sahel (2026-2028).

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Togo : lancement du deuxième tour de vaccination contre la poliomyélite

Le Togo engage une nouvelle étape dans sa lutte contre la poliomyélite. Depuis ce jeudi 16 avril, les autorités sanitaires ont lancé le deuxième tour de la campagne nationale de vaccination, avec pour ambition de consolider les acquis du premier passage et d'interrompre durablement la circulation du virus.

En mars dernier, la première phase avait permis d'atteindre une couverture de 95 % des enfants ciblés, un résultat jugé encourageant. Mais pour les spécialistes, cet effort doit être prolongé. La stratégie repose sur l'administration de deux doses afin de renforcer l'immunité collective et réduire les risques de résurgence.

Sur le terrain, des équipes mobiles sillonnent les quartiers urbains comme les zones rurales pour atteindre les enfants âgés de 0 à 5 ans. La vaccination, entièrement gratuite, mobilise également les structures communautaires, notamment les crèches et les écoles maternelles.

Aéro Festival

L'Aéroport de Lomé célèbre 10 ans de performance

La nouvelle aérogare de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE) célèbre, le 25 avril 2026, une décennie de mise en service au cœur du transport aérien togolais et régional. En dix ans, cette infrastructure moderne s'est imposée comme un hub majeur en Afrique, alliant conformité aux ...



PAGE 8

	SOMMAIRE	<p>Uemoa 3075,5 milliards FCFA attendus sur le marché régional au 2^e trimestre 2026</p> <p>P 5</p>	<p>Humains, animaux, planète Nouvelle série d'actions concrètes pour mieux protéger avec l'approche One health</p> <p>P 10</p>	<p>Breega Africa Seed Un financement de près de 5 milliards de la BAD à saisir par les entrepreneurs togolais</p> <p>P 11</p>
--	-----------------	---	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Womi Prisca : reconstruire, s'adapter et réussir à travers un commerce de proximité

Womi Prisca est aujourd'hui une commerçante installée à Kpalimé, connue pour sa boutique d'alimentation générale, mais son parcours raconte bien plus qu'une réussite commerciale. Il raconte une enfance interrompue, une succession de métiers exercés par nécessité, des tentatives parfois fragiles mais toujours recommencées, et surtout une capacité constante à s'adapter aux réalités de la vie. Née à Aflaou et élevée à Kpalimé en raison des déplacements familiaux, elle quitte très tôt l'école en classe de CE1, à seulement 10 ans, avant d'être confiée à sa grande sœur. De cette rupture scolaire précoce naît une trajectoire faite d'apprentissage informel, de débrouillardise et de travail précoce. Après plusieurs années d'efforts dans différents secteurs, elle ouvre une boutique d'alimentation générale et découvre plus tard le Fonds National de la Finance Inclusive, qui deviendra un véritable point d'appui dans la structuration de son activité. Allons à la rencontre de cette femme dont le parcours montre la conversion progressive des épreuves en perspectives nouvelles.

Très jeune déjà, la vie l'oblige à se construire en dehors des cadres classiques. L'abandon de l'école ne marque pas une

fin, mais une entrée précoce dans la réalité du travail quotidien. Elle apprend la couture, développe une petite activité artisanale et ouvre son propre atelier avec l'espoir d'en faire une

un prêtre, une activité plus régulière qui lui permet pour la première fois de respirer financièrement et de commencer à épargner. « J'ai compris que chaque travail m'apprenait quelque



Womi Prisca

source stable de revenus. Mais très vite, la réalité du marché rattrape ses ambitions : la clientèle reste faible, les revenus irréguliers, et les journées longues ne suffisent pas à garantir une stabilité. Malgré la persévérance, l'activité finit par s'essouffler. Elle observe, analyse, puis prend la décision difficile d'abandonner la couture. Ce moment, loin d'être une rupture définitive, devient une étape d'ajustement. Elle se réoriente vers la cuisine et devient cuisinière pour

chose, même quand je devais changer », confie-t-elle avec une sagesse forgée par l'expérience.

Du travail de survie à la construction d'un commerce structuré

C'est dans cette dynamique que son parcours prend une nouvelle orientation. Avec l'aide de son mari, elle ouvre une boutique d'alimentation générale, une étape importante qui lui permet d'entrer pleinement dans le commerce de proximité.

Elle découvre la gestion des stocks et la fidélisation des clients. Mais malgré cette avancée, les marges restent limitées et la progression lente. C'est dans ce contexte qu'elle découvre le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), une opportunité qu'elle saisit sans hésitation. Elle bénéficie du produit APSEF, puis enchaîne plusieurs cycles de financement, ce qui lui permet de consolider progressivement son activité.

Très vite, elle fait un choix qui va transformer son parcours : concentrer l'ensemble des financements sur un produit unique, les œufs de table. Ce choix peut sembler simple, mais il devient stratégique. Elle observe le marché, comprend la rotation rapide de ce produit, et décide d'en faire son axe principal. « J'ai compris que les œufs ne restent pas longtemps. Ça tourne vite, et ça me permet de toujours relancer mon activité », explique-t-elle. Ce positionnement transforme progressivement sa boutique en un point de distribution régulier.

Les œufs de table, moteur d'une stabilité nouvelle

Au fil du temps, cette spécialisation devient le cœur de son autonomie économique. Chaque livraison est rapidement écoulee, créant un cycle économique stable et répétitif qui lui permet d'anticiper ses revenus et de mieux organiser ses dépenses. Aujourd'hui, elle mesure pleinement le chemin parcouru. « Vous pouvez voir le stock qu'on m'a livré aujourd'hui, j'ai déjà pratiquement tout vendu », affirme-t-elle avec une fierté calme.

Le parcours de Womi Prisca est celui d'une construction progressive. Chaque étape a laissé une trace, chaque activité a contribué à renforcer sa capacité d'adaptation et sa compréhension des réalités économiques. De la couture à la cuisine, puis de la boutique d'alimentation, elle a construit une trajectoire où rien n'a été linéaire, mais où tout a été utile. Aujourd'hui, son activité représente bien plus qu'une source de revenus. Elle incarne une autonomie patiemment construite, soutenue par la discipline, la persévérance et l'appui du FNFI.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima

Edem Dadzie

Caleb Akponou

Affo-Djèlè Alarba

Responsable administrative, financière
et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Savi de Tové au Congo

Le président de la République effectue sa première grande sortie officielle

Le président de la République, Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi de Tové, est arrivé le mercredi 15 avril 2026 à Brazzaville pour prendre part à l'investiture du président congolais Denis Sassou N'Guesso, réélu à la magistrature suprême de son pays.



Jean Lucien Savi de Tové à sa descente d'avion (à gauche)/Crédit photo : Présidence de la République

À sa descente d'avion, le chef de l'État a été accueilli par les autorités congolaises dans un cérémonial empreint de solennité et de cordialité. La participation du président de la République à cet événement majeur s'inscrit dans le cadre de l'excellente qualité des relations d'amitié et de coopération entre la République togolaise et la République congolaise. Il faut rappeler que le président Denis Sassou N'Guesso a été réélu à l'issue du scrutin du 15

mars 2026 pour un nouveau mandat de cinq ans. La cérémonie de prestation de serment et d'investiture a eu lieu hier, le jeudi 16 avril 2026 en présence de chefs d'État et de gouvernement ainsi que de plusieurs autres personnalités.

Par ailleurs, depuis son élection à la tête du pays par les parlementaires réunis en Congrès, Jean-Lucien Kwassi Lanyo Savi effectue ainsi sa première grande sortie officielle à l'extérieur du pays.

TM

Togo/Dialogue parlementaire/APF

Satisfaction unanime des délégations récemment arrivées à Lomé

Les délégations de parlementaires ayant fait le déplacement de Lomé à l'occasion de l'ouverture officielle de la première session ordinaire de l'année 2026 et de la 17ème conférence des présidents d'Assemblée et de section de la région Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), tenue du 7 au 9 avril 2026 à Lomé, ont exprimé une satisfaction unanime au terme des travaux.

Les participants ont salué la qualité de l'organisation ainsi que la pertinence des thématiques abordées, centrées sur les défis politiques, sécuritaires et de développement du continent. Pour beaucoup, Lomé s'est imposée comme un véritable point de convergence du dialogue parlementaire francophone africain.

Le président de l'Assemblée nationale de la République centrafricaine, Simplicie Mathieu Sarandji s'est réjoui du bon déroulement des deux événements. Il a souligné que la capitale togolaise a rassemblé autour de sujets d'intérêt commun, tout en exprimant sa reconnaissance au peuple togolais pour l'accueil réservé aux délégations. Il a également rendu hommage aux autorités togolaises pour

la réussite de l'organisation, tout en réaffirmant la nécessité d'une volonté politique commune pour répondre efficacement aux défis du continent.

De son côté, le président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo (RDC), Aimé Boji Sangara, a mis en avant l'importance des discussions engagées, notamment sur les questions de démocratie, de développement et de conflits. Il s'est félicité

Même son de cloche du côté du Gabon, où le 4ème vice-président de l'Assemblée nationale, Roland Matsiendi, a salué des échanges de « haute facture » ayant permis d'aborder des enjeux majeurs, notamment les conflits actuels et les questions liées au fonctionnement institutionnel. Il a également relevé la qualité de l'accueil réservé aux participants. Au terme de la conférence, la satisfaction est apparue



de la prise en compte, dans le communiqué final, de la situation en RDC, marquée par de lourdes conséquences humanitaires et environnementales, estimant repartir avec un sentiment d'accomplissement.

générale. Les délégations ont exprimé leur confiance quant à leur capacité à contribuer, à travers les cadres parlementaires, à la recherche de solutions durables aux défis auxquels fait face l'Afrique francophone.

Edem Dadzie

Sahel/Nouvelle stratégie

Le Togo compte continuer à œuvrer dans l'intérêt de la stabilité régionale

Le Togo tient le 18 avril 2026 à Lomé, sous le haut patronage du président du Conseil, Faure Gnassingbé, une Réunion de haut niveau sur sa nouvelle stratégie pour le Sahel (2026-2028).

La nouvelle stratégie, qui sera au cœur des travaux de cette rencontre, s'inscrit dans la continuité de l'engagement du Togo au Sahel et vient se substituer à l'ancienne stratégie de 2021, qui a servi de cadre à l'action du pays au Sahel durant les quatre dernières années.

L'environnement régional et international connaît aujourd'hui de profondes perturbations et recompositions géopolitiques, marquées par la persistance des



Faure E. Gnassingbé, président du Conseil des ministres

menaces à la paix et des défis sécuritaires. Au Sahel, la menace terroriste perdure et s'étend progressivement vers les États du littoral du Golfe de Guinée.

Une recomposition géopolitique est intervenue dans la région de l'Afrique

de l'Ouest avec la sortie du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et la création de l'Alliance des États du Sahel (AES). Le défi d'agir davantage dans l'intérêt de la stabilité régionale demeure une priorité.

C'est dans ce contexte que, sous le leadership du président Faure Gnassingbé, le Togo a élaboré une nouvelle stratégie pour le Sahel (2026-2028) visant à adapter son engagement au Sahel aux réalités émergentes, tout en renforçant sa contribution à la stabilité régionale et à la coopération entre les pays du Sahel et ceux du Golfe de Guinée.

« Les dynamiques actuelles du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest appellent à une adaptation des approches et à une coordination renforcée entre l'ensemble des acteurs », affirment les autorités togolaises. Un tel

environnement régional a rendu nécessaire l'option d'aller vers une nouvelle stratégie pour le Sahel qui va structurer les actions du Togo dans la région au cours des trois années à venir.

La réunion de haut niveau revêt une importance particulière. Elle offre une occasion précieuse et va rassembler les représentants régionaux et les acteurs internationaux pertinents autour des échanges fructueux sur la nouvelle stratégie et la région du Sahel en pleine mutation depuis la création de l'Alliance des États du Sahel (AES).

TM

Afrique du sud/Politique

Interpellés en Afrique du sud, Kémi Seba et son fils bientôt extradés au Bénin

L'influenceur franco-béninois, président de l'ong urgences panafricaines, se retrouve désormais privé de sa liberté. Poursuivi par les autorités béninoises pour son implication dans la tentative de coup d'Etat de décembre 2025 dernier à Cotonou, Kémi Seba et son fils ont été interpellés en Afrique du sud, mercredi 15 avril 2026. La justice sud-africaine se prononce ce 20 avril sur le dossier d'extradition du Conseiller spécial du Général Tiani vers son pays d'origine, en exécution du mandat d'arrêt international.



Kémi Seba et son fils, Khonsou Seba Capo Chichi, n'étaient pas seuls au moment de leur arrestation. Un ressortissant sud-africain, identifié comme François van der Merwe,

aurait été sollicité pour faciliter leur passage illégal vers le Zimbabwe, notamment via le fleuve Limpopo.

Les enquêteurs évoquent des « faits présumés de facilitation d'entrée illégale », suggérant une

opération structurée et préméditée. Très rapidement, les vérifications d'identité ont conduit les autorités à établir que le principal suspect faisait l'objet de recherches judiciaires internationales.

Les premiers éléments de

l'enquête indiquent que Kémi Seba est recherché à la fois en France et au Bénin pour des faits liés à des atteintes à la sûreté de l'État. À Cotonou, il est notamment poursuivi pour apologie de crimes contre l'État et incitation à la rébellion, après avoir exprimé son soutien à une tentative de coup d'État.

Figure controversée du panafricanisme radical, l'activiste a vu sa trajectoire politique évoluer ces dernières années. Déchu de sa nationalité française en 2024, il s'est rapproché des régimes militaires de l'Alliance des États du Sahel, consolidant son influence dans certains cercles politiques de la région.

À la suite de son

arrestation, Kémi Seba a été placé en détention en Afrique du Sud. Une procédure d'extradition a été engagée, compte tenu de la gravité des faits qui lui sont reprochés. La justice sud-africaine doit se prononcer le 20 avril 2026 sur les suites à donner à ce dossier.

Si aucune communication officielle n'a encore été faite par les autorités béninoises, plusieurs sources concordantes indiquent qu'une demande d'extradition pourrait être en préparation. Une telle issue permettrait à la justice béninoise d'accélérer les investigations liées à la tentative de coup d'État du 7 décembre 2025.

T.M.

Gabon/Politique

L'opposant et ancien Premier ministre d'Ali Bongo interpellé pour une affaire de 5 millions de francs CFA

L'affaire remonte à 2008, période durant laquelle Alain-Claude Bilie-By-Nze occupait des fonctions ministérielles et participait à l'organisation de la Fête des cultures à Libreville. Des impayés d'un montant de 5 millions de francs CFA, imputables au Trésor public, ressurgissent et conduisent l'ancien Premier ministre, devenu voix critique du régime actuel, dans les locaux de la Direction générale des recherches (DGR). Son parti, Ensemble pour le Gabon, dénonce une atteinte grave à l'État de droit et évoque une tentative de neutralisation d'un opposant actif.

Selon des sources proches de l'opposant, l'interpellation s'est déroulée sans incident. Seul dans son véhicule, Alain-Claude Bilie-By-Nze a été approché par des agents en civil, vraisemblablement issus de la Direction générale des recherches. Placé en garde à vue, il y a passé la nuit. Si son épouse a pu lui rendre visite, son avocate, Me Gisèle Eyue Bekale, n'avait pas encore eu accès à lui dans les premières heures suivant son arrestation.

Le montant en jeu, environ 5 millions de francs CFA, contraste avec la portée politique que prend aujourd'hui le dossier. La défense de l'ancien Premier ministre soulève d'emblée la question de la prescription, rappelant que les délais légaux en matière de délits et de crimes seraient largement dépassés, ce qui fragilise, selon elle, la validité des poursuites engagées.

Depuis la chute du régime de Ali Bongo Ondimba, Alain-Claude Bilie-By-Nze

s'est imposé comme l'une des principales figures de l'opposition face au président de la transition, Brice Clotaire Oligui Nguema.

Arrivé deuxième à l'élection présidentielle d'avril 2025, bien que largement distancé, il demeure une voix critique active, notamment sur les réformes institutionnelles engagées par les autorités. Ces dernières semaines, il avait publiquement dénoncé certaines décisions

gouvernementales, accusant le pouvoir de restreindre l'expression démocratique.

Au-delà du contentieux financier, cette affaire met en lumière les fragilités persistantes de la scène politique gabonaise. Dans un contexte de transition où les institutions cherchent encore leur équilibre, chaque procédure impliquant une figure de l'opposition tend à prendre une dimension politique.

T.M.

Burkina Faso/ Vie associative

Après les partis politiques, les Ong et associations dissoutes par Ibrahim Traoré

La décision est tombée le 15 avril. Au Burkina Faso, les autorités de transition ont annoncé la dissolution de 118 associations et organisations non gouvernementales actives dans le pays. Santé, action sociale, droits humains : des secteurs clés sont touchés par cette mesure prise dans le cadre de l'application de la loi du 17 juillet 2025. Le gouvernement évoque un impératif de transparence et de lutte contre le financement du terrorisme, tandis que plusieurs acteurs dénoncent un durcissement du contrôle de l'espace civique.

Selon les informations officielles, les organisations concernées n'auraient pas respecté

les nouvelles exigences en matière de déclaration et de conformité imposées par le cadre légal. Cette loi soumet désormais les associations à des obligations strictes, notamment en matière de traçabilité de leurs financements et d'alignement avec les orientations définies par les autorités.

Cette vague de dissolutions n'est pas une première. Dès l'entrée en vigueur du texte, une série de sanctions avait déjà été engagée, avec la dissolution de plusieurs ONG et la suspension temporaire d'autres structures pour des

motifs administratifs. La décision du 15 avril marque ainsi une intensification du processus de restructuration du tissu associatif.

Dans un contexte sécuritaire marqué par la lutte contre les groupes armés, les autorités justifient ces mesures par la nécessité de mieux encadrer les activités des organisations opérant sur le territoire. Le pouvoir dénonce régulièrement l'existence d'« officines impérialistes déguisées en ONG », accusées d'ingérence dans les affaires internes du pays.

Mais pour des observateurs et organisations de défense des droits humains, à l'instar de Human Rights Watch, ces décisions traduisent une dégradation préoccupante des libertés fondamentales. Dans un rapport publié début avril, l'ONG alerte sur une situation des droits humains en net recul, évoquant des exactions graves imputées aux forces engagées dans le conflit sécuritaire.

Depuis le Coup d'État du 30 septembre 2022 au Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré a progressivement

engagé une refonte du paysage politique. Les partis politiques, d'abord suspendus, ont été définitivement dissous en février 2026, au nom de la préservation de l'unité nationale et de la cohérence de l'action gouvernementale.

Dans ce contexte, le régime assume une ligne politique revendiquée comme souverainiste et anti-impérialiste, tout en reconnaissant ne pas s'inscrire dans un modèle démocratique classique.

T.M.

Énergie

La Banque mondiale mobilise 1,65 milliard de dollars pour des projets incluant le Togo

Le Groupe de la Banque mondiale amorce une nouvelle étape dans son appui aux infrastructures énergétiques en Afrique. À travers son agence de garantie, la MIGA, l'institution a conclu un accord stratégique avec AMEA Power, visant à mobiliser jusqu'à 1,65 milliard de dollars pour un portefeuille de 23 projets, dont certains au Togo.

Au cœur de ce dispositif, un mécanisme de garanties pouvant atteindre 1,48 milliard de dollars. Il couvre des risques majeurs, notamment les instabilités politiques, les restrictions de transfert de devises, les expropriations ou encore les ruptures contractuelles. L'objectif

est de sécuriser les investissements et lever les freins qui limitent l'accès aux financements dans des marchés jugés complexes.

Pour AMEA Power, ce partenariat marque une accélération. Son président, Hussain Al Nowais, souligne la capacité nouvelle de l'entreprise à déployer des capitaux et à concrétiser des projets énergétiques à grande échelle. Cette approche par portefeuille, plus agile, permet de raccourcir les délais de mise en œuvre et d'amplifier l'impact des investissements. L'Afrique occupe une place centrale dans cette



Image d'archives

dynamique. Le programme couvre plusieurs pays, dont le Togo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Égypte et l'Ouganda. À terme, près de 2766 mégawatts de capacité électrique et 2729 mégawattheures de

stockage devraient être déployés, avec plus de 17 000 emplois attendus durant la phase de construction.

Au Togo, cette initiative s'inscrit dans une trajectoire déjà engagée.

AMEA Power y opère la centrale solaire de Blitta, un projet structurant de 50 MWc. L'appui de la MIGA pourrait ainsi consolider cette présence et favoriser l'émergence de nouvelles infrastructures renouvelables.

Au-delà des chiffres, cet accord traduit une évolution des modèles de financement. En mutualisant les risques et en renforçant la confiance des investisseurs, il ouvre la voie à une transformation énergétique plus rapide, au service de l'accès universel à l'électricité et du développement durable.

E. A

Uemoa

3075,5 milliards FCFA attendus sur le marché régional au 2^e trimestre 2026

Dans l'espace de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), les États membres intensifient leur recours au marché régional de la dette, dans un contexte marqué par des besoins budgétaires persistants et un environnement monétaire plus favorable. Selon le calendrier publié par Umoa-Titres, un montant global de 3075,5 milliards FCFA devrait être mobilisé au deuxième trimestre 2026, en hausse de 18,3 % par rapport à la même période l'année précédente.



Cette dynamique repose sur une répartition entre 1050,2 milliards FCFA de bons assimilables du Trésor et 2025,3 milliards FCFA d'obligations assimilables du Trésor. Le mois d'avril concentrera à lui seul plus de 1119 milliards FCFA, suivi de mai et juin avec des volumes relativement équilibrés.

Au sein de cette architecture financière, la Côte d'Ivoire s'impose comme le principal émetteur, avec un programme de 980 milliards FCFA, soit près du tiers du total. Elle devance le Sénégal (658 milliards FCFA), le Niger (420 milliards FCFA) et le Mali (380 milliards FCFA). Le Burkina Faso, le Togo, la Guinée-Bissau et le Bénin complètent ce tableau.

Au-delà des chiffres, cette montée en puissance traduit une évolution structurelle. Le marché des titres publics s'affirme désormais comme la principale source de financement des États de l'Union, leur permettant de couvrir leurs besoins de trésorerie à court, moyen et long termes.

Cette orientation s'appuie sur des fondamentaux jugés relativement solides. L'encours de la dette publique, estimé à 63 % du PIB fin 2025, demeure globalement soutenable. Par ailleurs, l'amélioration de la liquidité bancaire, conjuguée à l'assouplissement monétaire engagé par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest en mars 2026, renforce les conditions de financement.

Dans ce contexte, le recours accru à l'endettement apparaît comme un levier maîtrisé, au service de la stabilité macroéconomique et du financement du développement dans la sous-région.

E. A

Aide publique au développement

Un recul marqué en 2025, l'Afrique subsaharienne en première ligne

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dresse un constat sans équivoque : l'aide publique au développement (APD) a poursuivi son recul en 2025, confirmant un retournement amorcé après les années de mobilisation exceptionnelle liées à la pandémie et aux crises géopolitiques récentes.

En Afrique subsaharienne, la contraction est particulièrement notable. L'aide bilatérale s'établit à 29,2 milliards de dollars, en baisse de 26,3 % sur un an. Ce niveau demeure inférieur aux 44,9 milliards de dollars alloués à l'Ukraine, tout en restant légèrement supérieur aux flux destinés à l'ensemble des pays les moins avancés.

Au total, l'APD globale a reculé de 23,1 % en termes réels, atteignant 174,3 milliards de dollars, soit 0,26 % du revenu national brut des pays donateurs. Il s'agit de la baisse la plus significative jamais enregistrée. Derrière cette évolution, plusieurs grandes économies concentrent l'essentiel du repli, notamment les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon et la France.

La chute est particulièrement marquée du côté américain, avec

une diminution de 56,9 %, largement attribuée à une réorientation des priorités budgétaires. Dans ce contexte, l'Allemagne devient, pour la première fois, le premier contributeur mondial d'aide publique au

marquée des dons et des contributions au système des Nations unies, malgré une progression des appuis à la Banque mondiale et aux banques régionales.

Au-delà des chiffres, cette



Une élève sur le chemin de l'école

développement. Malgré cette tendance générale, certains pays maintiennent leurs engagements. Le Luxembourg, la Norvège, la Suède et le Danemark dépassent la cible de 0,7 % du revenu national brut consacrée à l'aide.

Les financements bilatéraux comme multilatéraux sont affectés, avec une baisse

évolution suscite des inquiétudes croissantes. L'OCDE anticipe déjà un nouveau recul en 2026, estimé à 5,8 %. Pour les pays en développement, cette contraction réduit les marges budgétaires et interroge la capacité de l'aide à jouer pleinement son rôle de levier pour le développement durable et la résilience économique.

E. A

Transparence financière

Les succès récents du Togo

Obligation pour les autorités publiques de publier des informations fiables, claires et actualisées, la transparence financière garantit une gouvernance responsable. En permettant le contrôle citoyen et le renforcement de la confiance des marchés, elle contribue à promouvoir un développement inclusif. Fort de son impact, le Togo s'est doté de plusieurs dispositifs visant la transparence financière. Retour à travers ce dossier sur ces mécanismes et les avancées réalisées par le pays.

Fournir des explications compréhensibles sur la politique budgétaire et les objectifs financiers et permettre aux citoyens de comprendre l'utilisation des fonds publics et de demander des comptes, sont là quelques éléments clés qui garantissent la transparence financière. Ce principe crucial aide à prévenir la corruption et à assurer une meilleure gestion des finances publiques.

Ainsi, dans le but de promouvoir une gestion saine des finances

durables.

Au Togo, la lutte contre la corruption repose sur un cadre institutionnel et numérique renforcé, incarné depuis 2015 par la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Haplucia). Devenue la Haute autorité pour la transparence, l'intégrité de la vie publique et la lutte contre la corruption (Hatic) avec la nouvelle Constitution de mai 2024, l'évolution de la Haplucia traduit un fort engagement du gouvernement dans la lutte contre la corruption.

Dans les détails, la Hatic vient renforcer le cadre de lutte contre la corruption en élargissant les compétences de l'institution, en mettant l'accent sur la transparence et l'intégrité de la vie publique. De ce qui précède, il ressort donc que la Hatic est conçue pour être une autorité plus opérationnelle, capable d'agir en amont, notamment en formant les futurs cadres publics.

Outre la Hatic, d'autres

efforts du pays, dans la lutte contre la corruption.

En amont, des institutions comme la Cellule nationale de traitement des informations financières (Centif) pour la lutte contre



Le président du Conseil remettant du matériel de mécanisation agricole

le blanchiment et l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) pour la transparence des marchés publics jouent également leur partition.

La mise en place au niveau des Organisations de la société civile (OSC) du Réseau anti-corruption (RAC-Togo) pour la surveillance et l'appui juridique, l'intégration de modules anti-corruption

modernisation du cadre juridique, la digitalisation des régies financières et le renforcement des contrôles, notamment via l'Initiative pour la transparence dans les

industries extractives (ITIE).

Au niveau du cadre juridique et institutionnel, par exemple, la loi n° 2014-009 établit des principes de transparence pour la gestion des finances publiques. Elle impose la publication des documents budgétaires (budget citoyen, loi de finances) et le contrôle des administrations.

Le Programme d'appui à la transparence budgétaire (PATBT) lancé par l'ANCE-Togo participe à améliorer l'accès du public à l'information budgétaire, à améliorer la gouvernance et à mieux lutter contre la corruption.

Si l'ITIE-Togo assure la traçabilité des revenus provenant du secteur minier, le Groupe d'action financière (Gafi) accompagne de son côté le pays à renforcer les conformités aux normes financières et à sécuriser les transactions. Et grâce à ces différentes initiatives, le Togo parvient à renforcer sa crédibilité auprès des partenaires techniques et financiers comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

La redevabilité pour promouvoir la transparence financière

Au Togo, la redevabilité est axée sur la mise en place des structures, des processus et des outils clairs pour évaluer les systèmes de gouvernance financière. C'est dans ce sens qu'est mise en place l'Inspection

générale d'État (IGE) et la Cour des comptes.

Organisme public pour promouvoir la bonne gouvernance, lutter contre la corruption et assurer le respect des lois, l'IGE joue un rôle capital dans la transparence financière. Son rôle de contrôle et d'audit consiste à vérifier la régularité et l'efficacité de la gestion des finances publiques au sein des services publics, des entreprises publiques et des collectivités locales.

Au niveau de la bonne gouvernance, il lutte contre la corruption, les fraudes, les détournements et les gaspillages. Aussi permet-il de mesurer l'efficacité de l'organisation et de l'action des organismes contrôlés et de proposer des recommandations pour améliorer la gestion administrative et financière.

Pour atteindre ces objectifs, l'IGE bénéficie en matière de moyens d'action d'un libre accès aux locaux, aux documents (même classifiés) et peut entendre toute personne civile ou militaire nécessaire à ses enquêtes.

D'un autre côté, la Cour des comptes, qui se présente comme l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, est chargée de garantir la transparence et la bonne gestion des deniers publics. Ses missions principales incluent le contrôle juridictionnel des comptes des comptables publics, la vérification de la gestion des organismes publics, et l'assistance au Parlement et au gouvernement.

Dans son rôle de contrôle juridictionnel, la Cour des comptes juge les comptes des comptables publics, déclare les comptables de fait et sanctionne les fautes de gestion. Au niveau du contrôle de gestion, elle vérifie la régularité, l'efficacité et l'efficience de la gestion des administrations, des établissements publics et des entreprises publiques.



Faure Gnassingbé mettant une plante à terre

publiques, le Togo, sous l'impulsion du gouvernement, s'est engagé à faire de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. Conscient du fait que la corruption a des effets dévastateurs sur le pays en freinant la croissance économique, en aggravant la pauvreté et en minant la stabilité politique, le gouvernement s'emploie à trouver des solutions

outils de lutte contre la corruption incluent la dématérialisation des services publics (e-gouvernement), et la mise en place de l'Office central de la lutte contre la corruption (OCLCiff). Des numéros verts de dénonciation et la mise en œuvre de la stratégie nationale, appuyée par la société civile, font également partie des

dans l'enseignement et la formation des agents publics, viennent aussi renforcer les mécanismes existants.

La transparence financière, un engagement du gouvernement

La promotion de la transparence financière au Togo repose sur plusieurs éléments. Elle prend en compte la

Pour garantir la transparence financière, elle veille à la reddition des comptes et publie des rapports sur l'utilisation de ces fonds publics pour informer les citoyens.

Le budget programme : une autre démarche

Dans la gestion moderne des finances publiques, le budget-programme apparaît comme un instrument central pour améliorer l'efficacité de l'action de l'État. Bien plus qu'un simple cadre de répartition des ressources, il constitue un outil stratégique qui permet d'orienter les dépenses publiques vers des résultats concrets et mesurables.

Au Togo, cette approche est progressivement devenue le guide de la gouvernance budgétaire, avec l'ambition de renforcer la transparence, la performance et l'impact des politiques publiques sur la vie des citoyens. Le principe du budget-programme repose sur une logique simple mais exigeante : chaque ressource engagée par l'État doit être liée à un objectif précis et à des résultats attendus. Les ministères et institutions publiques ne se contentent plus d'exécuter des dépenses. Ils doivent désormais démontrer la

pertinence de leurs actions et leur contribution au développement.

Une nouvelle culture de la gestion publique

L'adoption du budget-programme traduit l'évolution vers une administration davantage orientée vers la performance. Les politiques publiques sont structurées autour de programmes clairement définis, chacun assorti d'indicateurs permettant d'évaluer les progrès réalisés.

Le budget-programme permet ainsi la budgétisation des politiques sectorielles en fonction des objectifs fixés par les différents programmes des ministères et institutions ainsi que par ceux de la Feuille de route gouvernementale.

Il offre au gouvernement, à la société civile, aux partenaires techniques et financiers ainsi qu'à toutes les autres parties prenantes l'opportunité de s'assurer que chaque franc dépensé dans le cadre de l'intervention publique le soit avec économie, efficacité et efficience, dans le respect de l'environnement et au bénéfice de l'ensemble de la population.

En effet, le projet de budget-programme de l'État 2025-2027 a pris en compte les budgets-programmes de 33 ministères et de 12 institutions. À chaque programme sont rattachés des objectifs stratégiques mesurés par des indicateurs de performance assortis de cibles annuelles. Il prend également en compte le processus de programmation et de budgétisation sensible au genre, qui se poursuit afin de promouvoir l'égalité des

environnementaux dans la gestion des finances publiques.

Priorités nationales respectées

L'approche est salubre en ce sens qu'elle favorise une meilleure planification des actions gouvernementales. Elle permet d'améliorer la coordination entre les différents secteurs d'intervention de l'État et d'accorder une attention particulière aux priorités nationales, qu'il s'agisse de

décision. Dans un contexte où les attentes en matière de gouvernance publique sont de plus en plus élevées, cette exigence de transparence apparaît comme un facteur essentiel de confiance entre les pouvoirs publics et la population.

En définitive, cet outil s'impose comme un guide qui traduit la conviction que la rigueur dans la gestion publique est l'une des clés du développement durable.



Image récapitulant les 17 ODD

sexes et l'épanouissement des filles, des femmes et des personnes vulnérables.

Par ailleurs, le processus de budgétisation verte est intégré, prenant en considération les questions liées au changement climatique et aux enjeux

l'éducation, de la santé, des infrastructures ou encore de l'agriculture. Celles-ci sont ainsi traduites en programmes cohérents et suivis dans le temps.

Il faut le dire, le budget-programme constitue sans doute un outil d'aide à la

Tout comme les autres outils et mécanismes mentionnés plus haut, il contribue à améliorer la transparence financière pour asseoir une gouvernance responsable, gage d'un développement durable et inclusif du Togo.

Caleb Akponou

14ème anniversaire

La jeunesse de Unir marque l'événement par des échanges constructifs

Dans le cadre des activités marquant le 14ème anniversaire du parti Union pour la République (Unir), un symposium des jeunes s'est tenu au siège du parti à Lomé. L'événement a mobilisé plus de 300 participants venus de divers horizons.

Placée sous le signe de l'engagement et du renforcement des capacités de la jeunesse, cette rencontre a été marquée par deux panels thématiques. Le premier a porté sur l'entrepreneuriat et le volontariat, mettant en lumière les opportunités offertes aux jeunes ainsi que leur rôle dans le développement socio-économique du pays. Le second panel s'est concentré sur l'utilisation



Coupe du gâteau par les membres du MJU et les premiers responsables du parti/Crédit photo : Unir

efficace des réseaux sociaux, avec un accent particulier sur les bonnes pratiques en matière de communication digitale et d'influence positive. La séance a été présidée

par le secrétaire exécutif adjoint du parti, Atissim Assih, en présence du délégué national du Mouvement des jeunes Unir (MJU), l'ancien ministre et actuel directeur général

de l'Agence nationale de l'aviation civile (Anac) Kanka-Malik Natchaba, les membres du bureau du MJU, ainsi que de plusieurs cadres et militants du parti. Moment fort de la

rencontre, les jeunes participants ont exprimé leur reconnaissance et leur attachement aux idéaux du parti à travers la lecture d'une motion solennelle de félicitations et de soutien adressée au président du parti, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

Ce symposium s'inscrit dans une dynamique de mobilisation et d'implication accrue de la jeunesse dans les actions du parti, tout en renforçant ses compétences pour relever les défis actuels et futurs. La coupe du gâteau et une réjouissance populaire ont mis fin à la rencontre.

La rédaction

Aéro Festival**L'Aéroport de Lomé célèbre 10 ans de performance à travers l'Aéro festival**

La nouvelle aérogare de l'Aéroport international Gnassingbé Eyadéma (AIGE) célèbre, le 25 avril 2026, une décennie de mise en service au cœur du transport aérien togolais et régional. Pour marquer cet anniversaire, les autorités ont initié l'Aéro festival, un événement conçu comme un cadre de transmission, d'inspiration et de partage, en lien avec les festivités de la fête de l'indépendance du Togo.

Lancé ce jeudi 16 avril 2026 à Lomé par le ministre des Transports, du désenclavement et des pistes rurales, Komlan LOUKOU-KADJE, en présence notamment du ministre de la Culture et du tourisme, Isaac Tchiakpe, et du directeur général de la Société aéroportuaire de Lomé Tokoin (SALT), Kanka-Malik Natchaba, ce festival se veut un rendez-vous de découverte et de valorisation de l'univers aéroportuaire.

L'événement propose des activités éducatives, culturelles, sportives, religieuses, caritatives et festives et ambitionne de retracer l'histoire de l'aéroport, de mettre en lumière la vision des plus hautes autorités pour le secteur aérien, de promouvoir les métiers aéroportuaires. Il s'agit en outre de valoriser les infrastructures et innovations, mais aussi de renforcer les liens avec les populations et les partenaires, tout en faisant la promotion de la destination Togo.

Au menu du festival, une programmation riche et diversifiée : des panels sont autour des thématiques clés du secteur aérien, notamment la sécurité, la sûreté, le lien entre aéroport et tourisme, ainsi que l'histoire de la plateforme. Une journée spéciale sera également consacrée à ASKY Airlines, principal partenaire de la plateforme.

En parallèle, des activités culturelles et sociales viendront rythmer l'événement, avec notamment une course populaire (running), un grand concert et des excursions vers des sites touristiques du pays. Aussi, il est prévu

des expositions photographiques au sein de l'aéroport et l'inauguration d'un kiosque « destination Togo », destinée à informer les voyageurs sur les potentialités touristiques du pays.

Enfin, des actions à caractère social sont



prévues dans le cadre de la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE), notamment l'équipement d'un établissement scolaire dans une préfecture du Togo et d'autres initiatives solidaires, y compris dans la région de Niamtougou, où se situe le second aéroport du pays.

Vision

“ Sortir l'aéroport de son rôle strictement utilitaire pour l'ouvrir davantage à la ville et aux populations. Telle est la vision avec l'Aéro festival. Après dix années d'exploitation de la nouvelle aérogare, il s'agit de créer un espace de partage, afin de transmettre les expériences acquises et de rapprocher davantage cette infrastructure stratégique des citoyens. Cette célébration marque également une fierté nationale. Elle illustre la concrétisation d'une vision portée au plus haut niveau de l'État, notamment par le président du Conseil, Faure Gnassingbé. Elle démontre qu'avec une vision claire, des équipes engagées et des partenariats solides, des résultats significatifs peuvent être atteints”, a souligné le DG de la SALT.

De son côté, le ministre des Transports a salué un festival qui marque une nouvelle étape en cohérence avec la future feuille de route gouvernementale 2026-2031. Il a également mis en avant les performances remarquables de l'aéroport,

classé premier en Afrique et troisième au monde en matière de sûreté selon l'OACI, avec une progression du fret de plus de 24 %.

“L'Aéroport International Gnassingbé Eyadema a su maintenir des standards d'excellence mondiale, se classant au 1er rang africain,

Unis via Ethiopian Airlines, rendues possibles grâce au niveau élevé de sécurité et de sûreté de la plateforme”, s'est réjoui M. Natchaba.

Défis et bilan

La croissance du trafic passager devrait se poursuivre, ce qui implique une adaptation

des infrastructures. Des travaux d'extension de l'aérogare sont ainsi envisagés afin de garantir, à l'avenir, un accueil optimal des voyageurs.

L'Aéro festival vient aussi comme une pause stratégique pour faire le bilan, se poser les bonnes questions et mieux préparer l'avenir, tout en poursuivant la dynamique engagée.

Érigée sur une superficie de 21 500 m², l'aérogare dispose d'une capacité annuelle de 2 millions de passagers et d'équipements de pointe, notamment huit passerelles télescopiques, une piste de 3 000 mètres adaptée aux gros porteurs, un parking de 15 postes avions, un système hydrant pour l'avitaillement et une zone fret pouvant traiter jusqu'à 50 000 tonnes.

Dix ans après, ses performances dépassent les prévisions initiales. Alors que les projections tablaient sur deux millions de passagers à l'horizon de quinze ans, le trafic atteint déjà environ 1,6 million de voyageurs. Sur les cinq dernières années, la croissance a pratiquement doublé, confirmant la pertinence de la vision anticipatrice ayant guidé sa réalisation. C'est pourquoi aujourd'hui, des réflexions sont déjà engagées, notamment la sécurisation d'un site destiné à accueillir un nouvel aéroport à environ 50 kilomètres de

Lomé.

Dans cette dynamique, la priorité reste l'optimisation de cet outil stratégique afin d'atteindre à terme l'objectif de 5 millions de passagers à l'horizon 2045. Plusieurs projets sont en cours ou à l'étude, notamment l'extension de l'aérogare, la construction d'un second terminal d'environ 21 000 m², la réhabilitation des parkings avions, la réalisation d'un hôtel 4 étoiles et la mise en place d'une centrale solaire photovoltaïque de 1,8 MWc.

Aujourd'hui, l'aéroport de Lomé est parmi les plus performants de la sous-région. Cette reconnaissance est également internationale : selon les évaluations de l'OACI, le Togo figure parmi les meilleurs en Afrique en matière de sûreté aérienne, et parmi les plus performants au niveau mondial, renforçant ainsi la crédibilité de la plateforme.

Certifié aux normes de l'OACI, l'aéroport affiche un taux de conformité supérieur à 90 % en matière de sûreté et s'impose comme une référence en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il bénéficie également du statut d'aéroport pilote du programme APEX du Conseil international des aéroports, dédié à l'excellence en matière de sécurité.

La SALT, elle s'inscrit dans une logique de durabilité et d'intégration territoriale, avec des projets d'aménagement d'espaces publics, de zones de loisirs et de centres aérés autour de la plateforme, favorisant la création d'emplois et la transformation urbaine.

Desservi par 11 compagnies aériennes reliant une quarantaine de destinations, l'AIGE enregistre près de 18 226 mouvements d'aéronefs, confirmant son rôle de hub régional en pleine expansion. Ainsi, après dix ans d'exploitation, AIGE s'affirme non seulement comme une réussite nationale, mais aussi comme un levier stratégique pour le développement économique et l'intégration régionale, ouvrant la voie à une nouvelle phase d'expansion encore plus ambitieuse.



NOTE DE PRESSE

Signature de Partenariat Togo Media Foot
Coris Bank International Togo Sponsor Officiel
Lomé, le 15 avril 2026

Signature de partenariat – Togo Media Foot 2026, 1ère édition CBI Togo, Sponsor Officiel, s’engage aux côtés du sport et des médias

Ce 15 avril 2026, CBI Togo a procédé à la signature officielle d’un partenariat avec les organisateurs du Festival Togo Media Foot 2026, marquant ainsi son engagement en qualité de Sponsor Officiel de la première édition de cet événement.

Prévu le 02 mai 2026 à Lomé, le Festival Togo Media Foot se positionne comme un rendez-vous inédit réunissant des professionnels des médias, des leaders d’opinion ainsi qu’un large public, autour des valeurs fédératrices du sport. À travers cette initiative, les organisateurs ambitionnent de créer un cadre d’échanges, de convivialité et de valorisation du rôle des médias dans la société.

En s’associant à cet événement, CBI Togo réaffirme sa volonté de renforcer sa proximité avec les communautés et de soutenir des initiatives à fort impact social. La Banque met également en lumière Coris Money, sa solution de monnaie électronique, conçue pour répondre aux besoins d’un public moderne, connecté et en quête de solutions financières innovantes.

« Nos motivations c’est d’abord pour la population parce que nous estimons que les journalistes travaillent pour toute la population. Il est essentiel d’accompagner les journalistes dans une activité qui va consacrer la cohésion et qui va faire la promotion des valeurs comme des valeurs de la fraternité. C’est des valeurs que nous savons mettre en avant au niveau du Coris Bank International Togo et il était normal que nous puissions accompagner ce festival », a déclaré le Directeur Général Alassane KABORE

Au-delà de la visibilité offerte à la marque, cette collaboration s’inscrit dans une dynamique de consolidation des relations institutionnelles avec les médias, partenaires essentiels dans la diffusion de l’information et la valorisation de l’image des entreprises.

Le Festival Togo Media Foot 2026 s’annonce ainsi comme un temps fort de partage, de networking et de célébration du sport, avec la participation attendue de nombreuses personnalités du monde médiatique.

Humains, animaux, planète

Nouvelle série d'actions concrètes pour mieux protéger avec l'approche One health

À l'occasion de la Journée mondiale de la santé 2026, les dirigeants mondiaux se sont réunis en France pour le « One health summit » (sommet une seule santé) historique au cours duquel l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses partenaires ont annoncé une nouvelle série d'actions concrètes pour mieux protéger les personnes, les animaux et la planète face aux futures crises sanitaires.

Ce sommet marque une étape décisive pour traduire en actions concrètes l'approche « une seule santé », qui reconnaît les liens étroits entre la santé humaine, la santé animale et l'environnement. Le thème de la Journée mondiale de la santé de cette année : « Unissons-nous pour la santé. Soutenons la science », a donné le ton pour les annonces.

L'urgence d'agir ne saurait être plus claire. Les changements climatiques, la dégradation de l'environnement, les aliments insalubres, la contamination de l'eau, la perte de la biodiversité et l'accès inégal aux soins de santé figurent parmi les défis les plus pressants auxquels le monde est aujourd'hui confronté. Environ 60% des maladies infectieuses connues chez l'humain ont leur origine chez les animaux, et quelque 75% des maladies infectieuses émergentes sont zoonotiques. La pandémie de Covid-19 à elle seule a entraîné 15 millions de décès selon les estimations, et a engendré des pertes économiques de plusieurs milliers de milliards de dollars à l'échelle mondiale en 2020 et 2021.

Afin de prévenir la prochaine crise avant qu'elle n'éclate, l'OMS et ses partenaires mondiaux s'attachent à renforcer l'approche « une seule santé » en réunissant des expertes et experts dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'environnement et de la science dans le but de repérer les risques plus tôt et d'y répondre plus rapidement.

« L'approche "une seule santé" rassemble différentes compétences pour transcender les cloisonnements et mener une action intersectorielle afin de prévenir les menaces et d'y faire face plus efficacement. L'OMS

remercie la France d'avoir accueilli ce sommet, et nous restons déterminés à collaborer avec nos partenaires et avec les pays pour traduire les engagements en actions et progresser plus rapidement à l'échelle mondiale au profit des humains, des animaux et de la planète », affirme le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS.

En sa qualité d'hôte du One health summit, la France a réaffirmé son rôle de chef de file et son engagement à faire avancer l'approche « une seule santé », en défendant la coopération internationale, les partenariats scientifiques mondiaux et en mobilisant des solutions pratiques.

« Le principe "une seule santé" ne vise pas seulement à protéger la santé, il s'agit de reconnaître que nous constituons un seul système, dans lequel le bien-être des humains, celui des animaux et celui de l'environnement sont indissociables. La France est déterminée à faire passer l'approche "une seule santé", de l'ambition à l'exécution, en collaborant avec l'Organisation mondiale de la Santé et nos partenaires mondiaux pour prévenir la prochaine crise avant qu'elle n'éclate. La science doit guider nos actions, et la coopération doit être notre force », a indiqué le président français Emmanuel Macron.

Réunissant chefs et cheffes d'État, ministres, expertes et experts, et responsables de l'élaboration des politiques, le sommet a mis en lumière la manière dont les efforts coordonnés renforcent le dialogue international et mobilisent les partenaires publics et privés autour de l'objectif commun. Les résultats du sommet éclaireront les discussions en cours à l'international, notamment dans le cadre du G7, concernant la préparation et les ripostes coordonnées aux menaces pour la santé à l'interface être humain-animal-écosystème.

L'OMS annonce quatre grandes actions « une seule santé »

Unissant ses forces avec celles de ses partenaires mondiaux, l'OMS a exposé les actions spécifiques suivantes :

Un nouveau réseau mondial d'institutions consacré à l'approche « une seule santé »

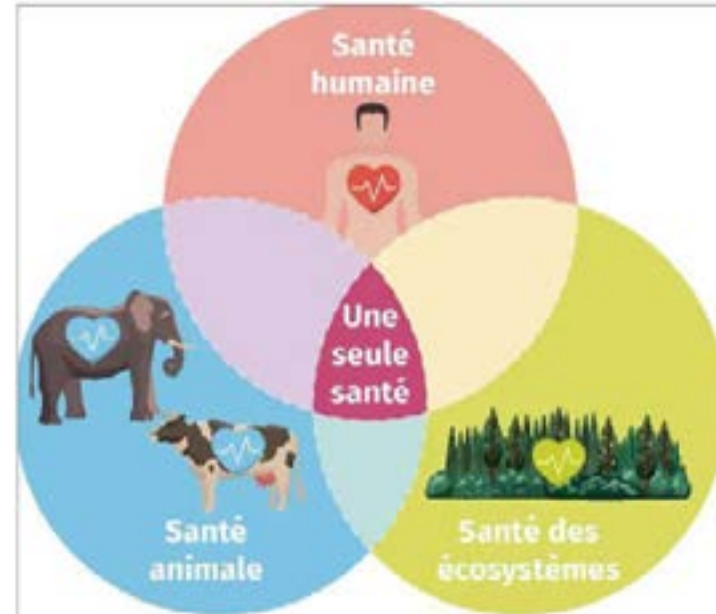


Image schématisant l'approche une seule santé (Crédit photo : Le livre scolaire)

L'OMS et les partenaires de l'Alliance quadripartite sur l'approche « une seule santé » (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], le Programme des Nations unies pour l'environnement [Pnue] et l'Organisation mondiale de la santé animale [Omsa]) prévoient de lancer un nouveau Réseau mondial d'institutions « Une seule santé » afin de réaliser les objectifs du Plan d'action conjoint « une seule santé ». Cette nouvelle initiative vise à mobiliser des compétences multidisciplinaires et à fournir aux pays un soutien plus fort et mieux coordonné. Elle permettra de mieux traduire les orientations mondiales en outils pratiques et en soutien sur le terrain, en renforçant la formation et l'apprentissage par les pairs au travers de l'Académie de l'OMS et des autres institutions compétentes afin de créer un modèle d'exécution plus clair et axé sur les pays pour la mise en œuvre de l'approche « une seule santé ».

Une base scientifique plus solide pour orienter l'action mondiale

L'OMS et ses partenaires de l'Alliance quadripartite ont annoncé la prolongation du mandat et l'élargissement du Groupe d'experts de haut niveau pour l'approche « une seule santé » (Ohhlep) (en anglais), le principal organe scientifique consultatif mondial sur cette approche. Son mandat s'étend désormais jusqu'à la fin 2027, avec une nouvelle phase prévue pour la période 2027-2029, et son rôle sera renforcé dans trois domaines prioritaires, à savoir la

définition du programme de recherche mondial, le soutien au Plan d'action conjoint « une seule santé »,

et le pilotage du plaidoyer de haut niveau fondé sur les données scientifiques et factuelles.

Un nouvel élan pour éliminer la rage d'ici à 2030

L'OMS, l'Organisation mondiale de la santé animale et l'Institut Pasteur ont lancé une initiative mondiale renouvelée visant à éliminer, d'ici à 2030, les décès dus à la rage humaine ; maladie qui tue encore près de 60 000 personnes chaque année, dont de nombreux enfants.

Dirigée par les pays où la rage est endémique, l'initiative améliorera et renforcera l'engagement politique ainsi que la surveillance et la recherche communautaires, en utilisant l'élimination de la rage comme modèle pour renforcer les systèmes plus larges de surveillance et de préparation selon le principe « Une seule santé ».

Une stratégie unifiée pour lutter contre les menaces de grippe aviaire

L'OMS et ses partenaires de l'Alliance quadripartite ont présenté un nouveau cadre stratégique de collaboration en matière de grippe aviaire. Ce cadre renforce la coordination en matière de surveillance, d'évaluation des risques, de préparation et de riposte, afin d'aider les pays à passer d'actions fragmentées à une stratégie « une seule santé » unifiée, en prenant en compte les conséquences plus larges de la grippe aviaire sur la santé publique, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et la

biodiversité.

L'OMS dirigera la coordination mondiale de l'approche « une seule santé »

L'OMS assurera également la présidence de l'Alliance quadripartite, assumant un rôle de leadership renforcé pour une action mondiale en coordination avec la FAO, l'Omsa et le Pnue. Sous la présidence de l'OMS, l'Alliance quadripartite donnera la priorité à l'obtention d'un impact mesurable au niveau des pays, à la simplification de la gouvernance et à l'harmonisation des efforts autour d'un ensemble ciblé de priorités à fort impact, tout en renforçant davantage le plaidoyer, la définition de normes et l'établissement de données probantes.

Ouverture du Forum mondial des centres collaborateurs

En marge du sommet, l'OMS donne le coup d'envoi de son premier Forum mondial des centres collaborateurs de l'OMS, qui s'est tenu du 7 au 9 avril 2026. Le Forum réunit des représentantes et représentants de haut niveau, dont le ministre français de la Santé, des ministres d'Afrique du Sud, d'Allemagne et d'Indonésie et le vice-ministre de la Santé du Japon, ainsi que plus de 800 représentantes et représentantes de centres collaborateurs de l'OMS de plus de 80 pays.

Le Forum mondial constituera une plateforme tournée vers l'avenir permettant d'approfondir la collaboration entre les principaux établissements universitaires et instituts de recherche à l'échelle mondiale afin d'accélérer l'innovation scientifique, la mise en commun de données, la recherche coordonnée et le renforcement des capacités.

Le One health summit et le Forum mondial des centres collaborateurs de l'OMS envoient un message clair : relever les défis sanitaires complexes d'aujourd'hui exige une coopération multilatérale renforcée, des investissements accrus dans la science, ainsi que des efforts soutenus pour traduire l'approche « une seule santé » en actions concrètes à l'échelle mondiale et locale.

Edem Dadzie

Breega Africa Seed

Un financement de près de 5 milliards de la BAD à saisir par les entrepreneurs togolais

Les start-ups africaines, jeunes entreprises généralement porteuses de solutions à hautes valeurs ajoutées, devront concourir afin de décrocher des financements importants du Fonds d'amorçage Breega Africa Seed qui vient de bénéficier d'un investissement de près de 5 milliards de FCFA du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD). Dans un communiqué, l'institution financière explique que cette enveloppe financière a pour objectif de soutenir les start-ups technologiques africaines les plus prometteuses dès leurs premières phases de développement.

Concrètement, l'institution panafricaine injectera 5 millions d'euros (environ 3,27 milliards de FCFA) en fonds propres et 2,5 millions d'euros (environ 1,63 milliard

de FCFA) sous forme de tranche junior pour le compte de la Commission européenne, dans le cadre



de l'initiative « Boost Africa ». Ce financement ciblera les jeunes pousses opérant dans des secteurs technologiques vitaux tels que la Fintech, l'AgriTech, la HealthTech, la logistique, l'éducation (Edtech) ou encore les technologies climatiques

(Climate Tech). L'ambition est d'élargir l'accès aux services essentiels pour les communautés mal

desservies.

Le fonds concentrera ses investissements sur cinq marchés stratégiques du continent : le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Égypte et les pays d'Afrique francophone. Cet appui financier s'inscrit dans les

priorités stratégiques de la BAD, visant à combler le déficit de financement du secteur privé, à stimuler la création d'emplois pour les jeunes et les femmes, et à renforcer la résilience économique à travers l'innovation verte et les chaînes de valeur durables.

Les start-ups, le vent en poupe

Le financement de la tech africaine montre des signes de résilience. Au premier trimestre 2026, les start-ups du continent ont levé un total de 711 millions de dollars (environ 426,6 milliards de FCFA) à travers plus de 80 transactions divulguées, selon les données compilées par TechCabal Insights. Ce flux de capitaux a été largement dominé par

l'Égypte, qui a capté 154 millions de dollars (environ 92,4 milliards de FCFA), suivie de près par l'Afrique du Sud avec 134 millions de dollars (environ 80,4 milliards de FCFA), le Kenya et le Nigeria complétant le peloton de tête.

Les investisseurs maintiennent leur confiance dans des secteurs clés : la Fintech reste souveraine avec 221 millions de dollars (environ 132,6 milliards de FCFA) levés, suivie par la logistique et les transports (149 millions de dollars / 89,4 milliards de FCFA), ainsi que le secteur de l'énergie et de l'eau (141 millions de dollars / 84,6 milliards de FCFA).

La rédaction

Classement Forbes 2026

Les 23 milliardaires africains plus riches de jamais

Sur les 23 milliardaires en dollars US recensés en Afrique cette année, 19 ont vu leur fortune augmenter comparativement à l'année 2025, notamment grâce au redressement des marchés boursiers et à la stabilisation des monnaies sur le continent.

Les milliardaires africains recensés dans le « Forbes Billionaires : Africa's Richest People 2026 » sont par ailleurs devenus plus riches que jamais cette année, leurs avoirs cumulés ayant bondi de 21 % en une

avec 28,5 milliards USD. Sa fortune a augmenté de 4,6 milliards USD en une année, notamment grâce aux bonnes performances de son groupe cimentier dont les cours se sont envolés de 69 % sur la Bourse de Lagos depuis mars 2025. Dangote Cement a également doublé son bénéfice net en 2025 pour atteindre un record de 1014,9 milliards de nairas (environ 725 millions USD). L'homme le plus riche d'Afrique a aussi tiré profit des bonnes performances de sa méga-raffinerie de pétrole, qui devrait rejoindre le marché boursier d'ici fin 2026.

Le magnat sud-africain des produits de luxe, Johann Rupert, conserve la deuxième place avec une fortune de 16,1 milliards USD, contre 14 milliards il y a un an. Le Nigérian Abdulsamad Rabiu (photo, à gauche) est quant à lui passé de 6e à 3e homme le plus riche d'Afrique cette année, grâce à une augmentation de 120 % de sa fortune (+ 6,1 milliards USD). Les avoirs de ce patron de BUA Group ont atteint 11,2 milliards USD.

Sur les 23 membres figurant cette année dans la liste, seuls quatre sont devenus moins riches qu'il y a un

an. Parmi eux, le magnat marocain de l'immobilier Anas Sefrioui, dont la fortune a fondu de 300 millions USD, et le Nigérian Femi Otedola, qui a perdu 200 millions USD. La répartition des 23 milliardaires par pays localise 7 en Afrique du Sud, 6 en l'Égypte (Six) et 4 au Nigeria. Le Maroc compte 3 milliardaires, alors que l'Algérie, la Tanzanie et le Zimbabwe en comptent chacun un.

Il est à noter que Forbes ne recense que les milliardaires africains qui résident sur le continent ou qui y exercent leur activité principale, ce qui exclut des noms comme le citoyen britannique d'origine soudanaise Mo Ibrahim, et le Sud-Africain Nathan Kirsh, dont les activités sont concentrées aux États-Unis et au Royaume-Uni. Le Zimbabwéen Strive Masiyiwa, qui réside à Londres, figure sur la liste en raison de ses importants avoirs dans le secteur des télécommunications en Afrique.

Source : Agence Ecofin

Classement des milliardaires africains en 2026, selon Forbes :

1-Aliko Dangote : 28,5 milliards \$ (Nigeria)
2-Johann Rupert : 16,1

milliards (Afrique du Sud)
3-Abdulsamad Rabiu : 11,2 milliards (Nigeria)
4- Nicky Oppenheimer : 10,6 milliards (Afrique du Sud)
5-Nassef Sawiris : 9,6 milliards (Égypte)
6-Mike Adenuga : 6,5 milliards (Nigeria)
7-Naguib Sawiris : 5,6 milliards (Égypte)
8-Patrice Motsepe : 4,3 milliards (Afrique du Sud)
9-Mohamed Mansour : 4 milliards (Égypte)
10-Michiel Le Roux : 3,8 milliards (Afrique du Sud)
11-Koos Bekker : 3,6 milliards (Afrique du Sud)
12-Issad Rebrab : 3,6 milliards (Algérie)
13-Jannie Mouton : 2,7 milliard (Afrique du Sud)
14-Mohamed Dewji : 2,1 milliards (Tanzanie)
15-Strive Masiyiwa : 2,1 milliards (Zimbabwe)
16-Christoffel Wiese : 1,9 milliard (Afrique du Sud)
17-Youssef Mansour : 1,8 milliard (Égypte)
18-Othmen Ben Jelloun : 1,7 milliard (Maroc)
19- Aziz Akhannouch : 1,6 milliard (Maroc)
20-Yassen Mansour : 1,4 milliard (Égypte)
21-Samih Sawiris : 1,4 milliard (Égypte)
22-Femi Otedola : 1,3 milliard (Nigeria)
23-Anas Sefrioui : 1,3 milliard (Maroc).



Le cercle des milliardaires africains s'est élargi, et leurs avoirs cumulés ont considérablement augmenté au cours des douze derniers mois, selon le classement Forbes publié le lundi 9 mars 2026. Le bulletin annuel du magazine américain spécialisé montre que le nombre d'individus issus du continent et disposant d'une fortune supérieure ou égale à 1 milliard USD est passé de 22 en mars 2025 à 23 un an plus tard, avec le retour de l'Égyptien Samih Sawiris dans ce club restreint.

année (+20,3 milliards USD) pour s'établir à un record de 126,7 milliards USD, dépassant le plafond de 105 milliards USD de 2025. Une performance notamment attribuée à la reprise des principaux marchés boursiers du continent, et à la stabilisation de ses monnaies.

Aliko Dangote toujours maillot jaune, percée d'Abdulsamad Rabiu

Le Nigérian Aliko Dangote (photo, à droite) occupe le premier rang pour la 15e année consécutive,



TMONEY SA



Envoie et reçois instantanément de l'argent

du Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée Bissau*

Mixx, le 1^{er} et seul opérateur Mobile Money au Togo à connecter toute l'UEMOA.



*Pays de la zone UEMOA